

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 14

Objet de la délibération : Direction
Développement de la Technopole Sophia
Antipolis - Mines ParisTech - Projet
TANDOM - Avenant n° 1

<div><div><div></div></div><div>Original</div></div> <div><div><div></div></div><div>Expédition certifiée conforme à l'original</div></div>
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
 Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.206

Date de la convocation :

Le 30/11/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du

14 DEC. 2021

de la réception s/Préfecture
en date du

14 DEC. 2021

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 06 décembre 2021

L'an deux mil vingt et un et le 06 décembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA

Monsieur MASCARELLI,

Par délibération n° BC.2020.139 en date du 9 novembre 2020, le Bureau Communautaire a approuvé l'attribution d'une participation financière à Mines ParisTech pour la mise en œuvre du projet TANDOM visant.

La convention signée entre la CASA et Mines ParisTech en date du 10 décembre 2020, définit les modalités de la participation financière de la CASA au projet TANDOM et la date prévisionnelle d'achèvement de l'opération.

A cet égard, les conventions prévoyaient, en cas de modification du planning prévisionnel du projet, la possibilité de modifier par avenant l'échéancier de versement des subventions fixé par la convention.

Par courrier en date du 28 septembre 2021, Mines ParisTech a informé la CASA d'un retard dans l'exécution du programme, en raison de difficultés techniques et transmis un nouveau calendrier de réalisation.

Dans ce contexte, l'établissement sollicite une prolongation du délai fixant la date d'achèvement du projet au 31 décembre 2022, pour la remise des différentes pièces justificatives listées dans la convention.

Le montant total de la subvention du projet reste inchangé et fixé à 257 500 € déjà versés par la CASA le 14 décembre 2020.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver l'avenant n° 1 à la convention de participation financière avec Mines ParisTech au titre du projet TANDOM prolongeant jusqu'au 31 décembre 2022 le délai de remise des pièces justificatives ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer lesdits avenants et tout document nécessaire à leur exécution.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'avenant n° 1 à la convention de participation financière avec Mines ParisTech au titre du projet TANDOM prolongeant jusqu'au 31 décembre 2022 le délai de remise des pièces justificatives ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer lesdits avenants et tout document nécessaire à leur exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 06 décembre 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

AVENANT 1 A LA CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC MINES PARISTECH - PROJET TANDOM

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 6 décembre 2021 ;

Ci-après désignée « **CASA** »

ET

L'**Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris** est un établissement public (statut d'établissement public à caractère administratif), ayant son siège social au 60, boulevard Saint-Michel – 75 272 PARIS cedex 06 représentée par Monsieur Vincent LAFLECHE en sa qualité de Directeur ;

Ci-après désignée « **Mines ParisTech** »

EXPOSE

Par délibération BC.2020.139 du 9 novembre 2020, le Bureau Communautaire a approuvé l'attribution d'une subvention financière à Mines ParisTech pour la réalisation de la phase d'études de programmation du projet de CPER TanDOM concernant la construction d'un bâtiment et la mise à niveau de l'existant dans le but d'étendre les activités d'enseignements de Mines ParisTech sur le site de Sophia Antipolis.

Dans ce prolongement, une convention a été signée le 10 décembre 2020 entre la CASA et Mines ParisTech ayant pour objet de fixer les modalités de soutien financier de la CASA au projet TANDOM (ci-après la convention initiale).

Au cours de la mise en place des actions du projet TanDOM, Mines ParisTech a informé la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis en date du 28 septembre 2021, d'un retard dans l'exécution du projet (courrier joint). Les éléments communiqués par Mines ParisTech ont fait apparaître une modification du calendrier initial et Mines ParisTech a demandé ainsi une prolongation de 12 mois du délai de remise du tableau des factures acquittées, des résultats et recommandations de l'étude et du plan stratégique engageant pour la phase 2 du projet.

Au vu de ces éléments, le Bureau Communautaire du 6 décembre 2021 approuve l'actualisation des calendriers de réalisation, il a donc lieu de passer un avenant n°1 à la convention de participation financière, passée entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et Mines ParisTech.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT N°1

Le présent avenant a pour objet de modifier le calendrier prévisionnel de réalisation du projet TANDOM.

Il y a lieu notamment de modifier les articles suivants de la Convention initiale entre la CASA et Mines ParisTech:

- article 5 « Suivi de l'opération et pièces justificatives à fournir »: la fin du projet étant repoussée au dernier trimestre 2022.
- article 6 « Sanctions »: l'achèvement du projet ne peut être postérieur au 31/12/2022
- article 8 « Durée – Résiliation » le projet s'étale dorénavant sur les années 2020, 2021 et 2022 et l'achèvement de l'opération est fixée au dernier trimestre 2022.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 5: SUIVI DE L'OPERATION ET PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR PAR LE BENEFICIAIRE

Tout au long du déroulement du projet TanDOM, Mines ParisTech tiendra informée la CASA, sur une base trimestrielle, de l'état d'avancement de l'opération.

Mines ParisTech s'engage à transmettre à la CASA un calendrier prévisionnel actualisé des phases de l'étude.

A l'achèvement de l'opération, soit au plus tard au dernier trimestre 2022, Mines ParisTech transmettra à la CASA:

- Le tableau des factures acquittées certifié par l'agent comptable à hauteur de 100% du montant de la participation financière CASA
- Les résultats et recommandations de l'étude
- Le plan stratégique engageant pour la phase 2 du projet récapitulant les objectifs listés à l'article 1 de la convention de participation financière initiale

ARTICLE 3 – MODIFICATIONS DE L'ARTICLE 6 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la CASA des conditions d'exécution de la convention par Mines ParisTech et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la CASA peut remettre en cause le montant de la subvention et exiger le reversement d'une partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

En particulier, si l'étude de programmation du projet TanDOM n'était pas réalisée, si l'achèvement du projet n'intervenait pas au 31/12/2022 ou si les justificatifs annexés au bilan technique et financier faisaient apparaître un montant de dépenses inférieur aux dépenses initialement prévues, la CASA se réserve le droit de demander à Mines ParisTech le remboursement du montant de la subvention versée au prorata du montant des dépenses effectives du projet.

Le calcul de ce prorata s'effectuera sur la base de l'état récapitulatif des factures acquittées transmis à l'article 7. La demande de remboursement sera adressée par la CASA à Mines ParisTech par lettre recommandée avec accusé de réception dans les deux mois suivants la transmission des justificatifs prévus à l'article 7.

ARTICLE 4 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 8 : DUREE - RESILIATION

La présente convention modifie la convention initiale du 10 décembre 2020 et entre en vigueur pour les années 2020, 2021 et 2022.

Elle pourra être prolongée par voie d'avenant dûment signé entre les parties.

Cette convention peut être résiliée après mise en demeure préalable pour défaut d'exécution par l'une ou l'autre des parties. Cette mise en demeure fixe le délai de préavis de résiliation à quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception, pour manquement ou inexécution des obligations contractuelles.

ARTICLE 5

Toutes les autres clauses de la convention initiale restent inchangées.

Le présent avenant est soumis au droit français.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour Mines ParisTech

Le Directeur

VINCENT LAFLECHE

Pour la Communauté
D'Agglomération
Sophia Antipolis

Le Président

JEAN LEONETTI

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	24	1

N° de la séance : 09

Objet de la délibération : Direction
Développement de la Technopole Sophia
Antipolis - Extension du site des Mines
ParisTech Sophia Antipolis - Etude de
programmation

- Original
 - Expédition certifiée conforme à
l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2020.139

Date de la convocation :

Le 03/11/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **16 NOV. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du **17 NOV. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 09 novembre 2020

L'an deux mil vingt et le 09 novembre à 10h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

François WYSZKOWSKI

Monsieur MASCARELLI,

Par délibération du Conseil Communautaire n° CC.2016.144 du 26 septembre 2016, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'est engagée à poursuivre et à renforcer son soutien aux acteurs du développement économique, de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Dans le cadre du développement économique du territoire et de l'accompagnement à la croissance et à l'attractivité des entreprises, les profils et expertises disponibles sur le territoire représentent l'un des principaux critères de choix d'un lieu d'implantation pour les entreprises de toute taille.

A cet égard, la formation de talents représente une composante majeure de la stratégie du territoire de Sophia Antipolis. Il est donc primordial pour la C.A.S.A. de s'appuyer sur des acteurs académiques d'excellence pour la formation de nouveaux talents afin de pallier le besoin constant d'ingénieurs qualifiés sur la technopole.

L'Ecole Mines ParisTech, implantée depuis plus de 50 ans sur la technopole, est un des acteurs académiques clé du territoire. L'école contribue au développement économique et au rayonnement de Sophia Antipolis à travers ses travaux de recherches et ses laboratoires de haut niveau, sa formation d'excellence et son rayonnement national et international.

Mines ParisTech entend développer son activité de formation sur son site de Sophia Antipolis :

- Accueil d'une partie de la promotion des Ingénieurs civils sur le site au cours de trimestres ou semestres de Recherche et d'Ingénierie ;
- Ouverture de diplômes spécifiques en lien avec les activités de la technopole et des partenaires (Eurecom, Skema, UCA).

L'objectif est d'accueillir 200 étudiants sur le campus, dont un tiers d'ingénieurs civils, des étudiants d'ingénieurs de spécialité sur recrutement international, en partenariat avec Eurécom et l'UCA et en lien avec le 3IA Côte d'Azur ainsi que des ingénieurs spécialisés dans le domaine de l'Energétique en partenariat avec l'UCA et en adéquation avec les besoins des industriels dans la région.

Ce développement nécessite la réalisation d'un programme immobilier adapté, prévoyant la construction de 4000 m² de bâtiments incluant salles de cours, amphithéâtres et salles d'activité de formation aux sciences de l'ingénieur (Fablabs et salle de recherche).

L'impact pour le territoire est double :

- Une nouvelle interaction du cycle de formation des ingénieurs civils Mines-ParisTech avec la technopole et son campus : accès pour les élèves à la plus grande technopole européenne et aux expertises dans les domaines des sciences du numérique et de l'IA ; en contrepartie, possibilité pour les acteurs de la technopole d'accéder au vivier des ingénieurs élèves au cours de leur formation ;
- Un rayonnement international accru pour la technopole avec la perspective de démarrer une formation d'ingénieurs de haut niveau en recrutement à l'international et en lien avec le 3IA, permettant de valoriser la présence d'une grande école avec des partenaires prestigieux.

Dans ce contexte, Mines ParisTech sollicite la C.A.S.A. et la Région pour participer au financement des études du programme d'investissement dont le montant prévisionnel est évalué à 515 000 € HT.

Du fait de son impact économique, la C.A.S.A. souhaite soutenir ce projet en contribuant à hauteur de 50 % soit 257 500 €.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2020.006 du 17 juillet 2020 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 257 500 € à Mines ParisTech pour la réalisation de l'étude de programmation du projet ;
- d'approuver les termes de la convention de partenariat dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 204 » de la Section d'Investissement du Budget Principal de l'année 2020 ; Budget de la Direction du Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'octroyer une subvention de 257 500 € à Mines ParisTech pour la réalisation de l'étude de programmation du projet ;
- d'approuver les termes de la convention de partenariat dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 204 » de la Section d'Investissement du Budget Principal de l'année 2020 ; Budget de la Direction du Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 09 novembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 09/11/2020
Numéro : BC_2020_139
Nature : DE - Deliberations
Objet : Extension du site des Mines ParisTech Sophia Antipolis - Etude de programmation
Matière : 8.1 - Enseignement

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : ilj3owe

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 17/11/2020
Identifiant : 006-240600585-20201109-BC_2020_139-DE

Acte reçu

Date : 09/11/2020
Numéro interne : BC_2020_139
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 1
Objet : Extension du site des Mines ParisTech Sophia Antipolis - Etude de programmation
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201109-BC_2020_139-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20201109-BC_2020_139-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20201109-BC_2020_139-DE-1-1_3.PDF

N

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC MINES PARISTECH PROJET TANDDOM

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 9 novembre 2020 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Ecole Nationale Supérieur des Mines de Paris est un établissement public (statut d'établissement public à caractère administratif), ayant son siège social au 60, boulevard Saint-Michel – 75 272 PARIS cedex 06 représentée par Monsieur Vincent LAFLECHE en sa qualité de Directeur ;

Ci-après désignée **Mines ParisTech**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Mines ParisTech, implantée depuis plus de 50 ans sur la technopole, est un des acteurs académiques clé du territoire qui a toujours collaboré étroitement avec l'ensemble de l'écosystème sophipolitain. L'appui sur des acteurs académiques d'excellence représente en effet une composante majeure de la stratégie du territoire de Sophia Antipolis.

Mines ParisTech contribue au développement économique et au rayonnement de la technopole Sophia Antipolis à travers trois actions clés :

1. Les travaux de recherche de ses cinq centres de recherche orientés vers l'industrie et les partenariats de recherche avec les acteurs économiques et académiques du territoire
2. La formation de talents indispensables pour la croissance des entreprises et des acteurs clés du territoire
3. Un rayonnement national et international du fait de son cursus et de ses travaux recherche de haut niveau

Mines ParisTech a informé la C.A.S.A. du lancement d'un projet de CPER déposé en septembre 2019 pour un coût estimé de 12 millions € HT concernant la construction d'un bâtiment (d'une Surface De Plancher de 4 000m²) et la mise à niveau de l'existant dans le but d'étendre les activités d'enseignements de Mines ParisTech sur le site de Sophia Antipolis. En particulier, près de 200 étudiants seront accueillis et formés sur le site rénové, ce qui augmenterait significativement la population d'ingénieurs civils de la technopole.

Dans le cadre du lancement de ce programme, Mines ParisTech sollicite la C.A.S.A. pour le cofinancement de la phase d'études de programmation du projet, désignée projet TandDOM.

Du fait de son impact économique, la C.A.S.A. souhaite soutenir ce projet.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :



ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de prévoir les modalités de la participation financière de la C.A.S.A. dans la réalisation des études du projet TanDOM porté par Mines ParisTech et de fixer les droits et obligations réciproques des parties.

Par la présente convention, Mines ParisTech s'engage à réaliser la phase d'études de programmation du projet TanDOM, selon le calendrier joint en annexe 1.

A travers ce projet, Mines ParisTech s'engage également à poursuivre sa contribution au développement économique et au rayonnement du territoire à travers les actions de son école sur Sophia Antipolis à savoir de :

- Poursuivre le développement de son activité de formation et de recherche sur la technopole en délivrant à la fois le diplôme d'ingénieur civil et un nouveau diplôme international sur le site de Sophia Antipolis
- Travailler en étroite collaboration avec les acteurs industriels de Sophia Antipolis pour proposer aux étudiants des offres de stage, d'apprentissage et d'emploi au sein des effectifs des acteurs de la technopole ;
- Contribuer à la dynamique entre les établissements d'Enseignement Supérieur et Recherche de la Technopole en créant de nouvelles synergies entre établissements, notamment à travers la mutualisation des cours avec EURECOM et en contribuant à la création d'une vie de campus commune aux différents acteurs académiques;
- S'engager dans le cadre de ses programmes de recherche à collaborer au développement et renforcement de la thématique « Intelligence Artificielle » avec les acteurs clés académiques et industriels de Sophia Antipolis dans le cadre du 3IA mais aussi de l'IDEX UCA^{JEDI} ;
- Participer au développement des filières stratégiques de la technopole identifiées par la C.A.S.A. en lien avec les acteurs académiques et industriels du territoire, en particulier en proposant des formations sur la filière énergie et environnement et la thématique de transition énergétique ;
- Favoriser et encourager l'esprit d'entrepreneuriat des étudiants à travers la mise en place d'une politique d'entrepreneuriat en lien avec les autres acteurs de l'écosystème, tels que les incubateurs et SKEMA Business School ;
- Valoriser, à travers ses actions de communication et ses publications, le site de Sophia Antipolis, les équipements, les compétences développées et la recherche scientifique réalisée au niveau local, national et international.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement Mines ParisTech pour la réalisation des études de programmation du projet TanDOM.

ARTICLE 2 : MONTANT DE L'OPERATION

Le coût global du projet est évalué à 515 000 € HT et détaillé dans le tableau joint en annexe 2.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DE LA CASA

La CASA s'engage à participer au financement de cette phase d'études d'investissement pour un montant de 257 500 € soit 50% du coût de l'action.

Cette participation financière sera versée en une fois dès la convention signée et rendue exécutoire.

La C.A.S.A s'engage, en conséquence, à inscrire en temps utile dans son budget la somme nécessaire au règlement de l'échéance correspondante.



ARTICLE 4 : REEVALUATION DE LA PARTICIPATION

Les montants indiqués ne sauraient être l'objet d'une réévaluation conduisant au dépassement de ces montants. Si le coût de la réalisation du projet est inférieur au montant indiqué, il sera fait application du pourcentage de participation.

ARTICLE 5: SUIVI DE L'OPERATION ET PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR PAR LE BENEFICIAIRE

Tout au long du déroulement du projet TanDOM, Mines ParisTech tiendra informée la C.A.S.A., sur une base trimestrielle, de l'état d'avancement de l'opération.

Mines ParisTech s'engage à transmettre à la C.A.S.A un calendrier prévisionnel actualisé des phases de l'étude.

A achèvement de l'opération soit au plus tard au dernier trimestre 2021, Mines ParisTech transmettra à la C.A.S.A.:

- Le tableau des factures acquittées certifié par l'agent comptable à hauteur de 100% du montant de la participation financière C.A.S.A.
- Les résultats et recommandations de l'étude
- Le plan stratégique engageant pour la phase 2 du projet récapitulant les objectifs listés à l'article 1

ARTICLE 6 : SANCTIONS


En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par Mines ParisTech et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention et exiger le reversement d'une partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

En particulier, si l'étude de programmation du projet TanDOM n'était pas réalisée, si l'achèvement du projet n'intervenait pas au 31/12/2021 ou si les justificatifs annexés au bilan technique et financier faisaient apparaître un montant de dépenses inférieur aux dépenses initialement prévues, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander à Mines ParisTech le remboursement du montant de la subvention versée au prorata du montant des dépenses effectives du projet.

Le calcul de ce prorata s'effectuera sur la base de l'état récapitulatif des factures acquittées transmis à l'article 7. La demande de remboursement sera adressée par la C.A.S.A. à Mines ParisTech par lettre recommandée avec accusé de réception dans les deux mois suivants la transmission des justificatifs prévus à l'article 7.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE MINES PARISTECH

Mines ParisTech s'engage à :

- Assurer la bonne exécution du projet selon le respect du calendrier prévu et à informer la C.A.S.A. à travers une note trimestrielle sur l'avancement de l'étude ;
 - Communiquer sur l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par Mines ParisTech, tous formats confondus, ainsi que les équipements, en lien avec l'action et le projet subventionnés ;
 - Inviter la C.A.S.A. aux réunions stratégiques de l'étude dans le cadre du suivi du projet.
- 

ARTICLE 8 : DUREE - RESILIATION

La présente convention entre en vigueur pour les années 2020 et 2021

Elle pourra être prolongée par voie d'avenant dûment signé entre les parties.

Cette convention peut être résiliée après mise en demeure préalable pour défaut d'exécution par l'une ou l'autre des parties. Cette mise en demeure fixe le délai de préavis de résiliation à quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception, pour manquement ou inexécution des obligations contractuelles.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

La présente convention est soumise au droit français.

A défaut d'accord amiable, les contestations qui s'élèveraient entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, seront portées devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

10 DEC. 2020

En deux exemplaires

Pour Mines ParisTech


Le Directeur
VINCENT LAFLECHE

Pour la Communauté
D'Agglomération
Sophia Antipolis


Le Président
JEAN LEONETTI

Annexe 1 : : Calendrier du CPER de relance, suivi du CPER initial

<u>Intitulé de l'opération</u>	<u>2020</u> <u>T3</u>	<u>2020</u> <u>T4</u>	<u>2021</u> <u>S1</u>	<u>2021</u> <u>S2</u>	<u>2022</u>	<u>2023</u>	<u>2024</u>	<u>2025</u>	<u>2026</u>	<u>2027</u>
	<u>Opportunité</u> <u>Pré-</u> <u>faisabilité</u>	<u>Faisabilité, pré-</u> <u>programme</u> <u>Programmation</u>	<u>Conception</u>	<u>Travaux</u>						<u>Réception</u> <u>Mise en</u> <u>service</u> <u>Garantie</u> <u>de parfait</u> <u>achèvement</u>
<u>MOE</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>
<u>Conducteur</u> <u>d'opérations, AMO</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>
<u>Programmeur</u>		<u>X</u>	<u>X</u>							
<u>Maîtrise d'oeuvre</u>			<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>
<u>Contrôleur Technique</u>			<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>
<u>Ordonnancement</u> <u>pilotage coordination</u>				<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>
<u>Entreprises</u>				<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>	<u>X</u>

n

Annexe 2 : Découpage budgétaire de la subvention

Libellé de l'opération	Coût total de l'opération € H.T	Montants sollicités Région	Montants sollicités CASA
MIPAS III - CPER Construction d'un bâtiment et mise à niveau de l'existant dédié à l'extension des activités d'enseignement de l'école des Mines de Paris sur le site de Sophia Antipolis			
Missions Programmiste : Etude de faisabilité, pré-programme et programme, assistance du maître d'ouvrage à la phase de choix du maître d'œuvre. Tranche conditionnelle : Assistance au maître d'ouvrage en phase d'étude pour vérifier l'adéquation du projet par rapport au programme de l'opération au stade de l'Avant-Projet.	100 000,00	50 000,00 €	50 000,00 €
Pré-études : Géotechniques, pollution des sols et topographiques	25 000,00	12 500,00 €	12 500,00 €
Mandataire (MOD) ou Chargé d'opération externe (AMO)	70 000,00	35 000,00 €	35 000,00 €
Maîtrise d'œuvre	160 000,00	80 000,00 €	80 000,00 €
Frais divers publications, préparations concours	120 000,00	60 000,00 €	60 000,00 €
Contrôleur technique	20 000,00	10 000,00 €	10 000,00 €
Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé	10 000,00	5 000,00 €	5 000,00 €
Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie	10 000,00	5 000,00 €	5 000,00 €
TOTAL OPERATION H.T	515 000,00	257 500,00 €	257 500,00 €

Tableau 2 : La partie programmation du bâtiment du projet représentant une enveloppe globale de 515 k€, pour un SDP de 4000 m2 en trois lots

m

/...

Annexe 3 : Calendrier du plan de financement et phasage

<u>Intitulé de l'opération</u>	<u>2020</u> T3	<u>2020</u> T4	<u>2021</u> S1	<u>2021</u> S1	<u>Total</u> HT	<u>Total</u> TTC
	<u>Opportunité Pré- faisabilité</u>	<u>Faisabilité, pré- programme Programmation</u>	<u>Conception</u>	<u>Conception et marchés</u>		
<u>Commande</u>	<u>82500</u>	<u>95000</u>	<u>95000</u>	<u>242500</u>	<u>515000</u>	<u>618000</u>
<u>Dont subvention initiale CASA</u>	<u>41250</u>	<u>47500</u>	<u>47500</u>	<u>121250</u>	<u>257500</u>	<u>309000</u>
<u>Dont subvention initiale Région</u>	<u>41250</u>	<u>47500</u>	<u>47500</u>	<u>121250</u>	<u>257500</u>	<u>309000</u>

Tableau 3 : Plan de financement : clé de répartition et phasage.



**MINES PARISTECH
DÉLÉGATION DE SOPHIA ANTIPOLIS**

Sophia Antipolis, 28 mai 2020

À : Monsieur Jean LÉONETTI,
Président de la CASA
Les Genêts 449 rte des Crêtes,
06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

Objet : Demande d'aide et de subvention

Monsieur le Ministre,

Votre action à la tête de la technopole de Sophia Antipolis prévoit dans un proche avenir une phase nouvelle dans son développement. Notre école entend y participer en y développant une politique ambitieuse pour le déploiement de nouveaux cycles d'enseignement d'excellence.

Notre plan stratégique prévoit un développement de notre formation d'ingénieur sur le site de Sophia Antipolis. Les premières réalisations en 2019 sont encourageantes : plus de 80 étudiants du cycle ingénieur civil de Paris ont participé à un Module d'Intégration Généraliste à l'automne 2019, et pour 2020/2021 nous avons un trop de demandes sur les nouveaux trimestres ingénierie ou recherche mis en place récemment. Cela montre à la fois une réelle implication et motivation des enseignants-chercheurs de notre école et l'adhésion de nos étudiants. Cette première étape trouve déjà ses limites, la mise en œuvre de ce plan nécessite un fort soutien de nos partenaires à l'occasion du prochain CPER par exemple. Pour l'avenir, nous nous rejoignons avec vos services ainsi qu'avec l'UCA sur la nécessité pour notre école de continuer de développer son activité de formation sur le site, et ce au travers de l'extension de nos diplômes existants (Cycle des Ingénieurs Civils des Mines de Paris) ou d'un diplôme International d'Excellence. Il s'agit d'une opération dans laquelle toutes les parties seront gagnantes : la technopole et l'UCA de par la présence d'une formation prestigieuse sur le site – avec toutes les opportunités de collaborations et de fertilisation tant avec le monde industriel qu'avec le monde académique – et notre école bien sûr car le site de Sophia Antipolis est pour elle un espace vital de développement et de collaboration.

Dans ce cadre, les discussions avec vos services ont mis en évidence une convergence d'intérêts et de stratégies entre la CASA et notre établissement. Vous aviez déjà bien voulu soutenir notre candidature pour notre projet CPER d'extension de nos locaux et de nos équipements pédagogiques, ce dont je vous remercie.

La crise exceptionnelle que nous traversons aura des conséquences économiques graves. Le plan de relance qui se prépare comporte un volet « commande publique - investissements immobiliers » significatif. Le projet de l'école des Mines à Sophia Antipolis pourrait y contribuer sous réserve d'une maturité suffisante pour se traduire dès 2021 par de premières réalisations de travaux mobilisant des entreprises.

Vos services nous ayant indiqué qu'une aide de votre part dans ce domaine était tout à fait possible, sous forme d'assistance par vos équipes et de subventions, je viens aujourd'hui vers vous afin d'officialiser cette demande pour démarrer les études préalables. La présente demande se place dans le cadre d'un cofinancement CPER modifié, dit « CPER de relance », et donc comme il l'a été notifié par la présidence de Région, pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.

/...

Nous proposons de faire entrer dans le cadre de ce plan, le financement de la première phase de notre CPER, à savoir la partie études programme et publication des marchés, incluent les prestataires intellectuels (voir en annexe 1 : Calendrier du CPER de relance, suivi du CPER initial).

Comme précisé dans la fiche CPER transmise en février dernier (voir en P.J), nous avons estimé que les coûts sur ce projet sont de 12 millions d'Euros H.T. L'école des Mines ParisTech souhaite être accompagnée par une maîtrise d'ouvrage déléguée (par l'un des acteurs du co-financement du projet). Une fois le mandataire identifié qui pourrait être la Région (comme lors du CPER 2000), il devra être affecté un conducteur d'opérations immobilières interne ou externe (soit un ingénieur Bâtiment expérimenté issue de la collectivité publique ou bien un AMO spécialisé).

La phase des études de notre projet pour l'extension de nos locaux représente une enveloppe globale de 515 K€ H.T en cofinancement de 50% avec la Région, pour un SDP de 4000 m2, le détail étant décrit en annexe 2.

Un engagement au plus tôt de tout ou partie de ces moyens nous permettrait d'être à vos côtés pour la phase de lancement de ces chantiers qui s'annonce. La contribution de la CASA serait donc de 257,5 k€ H.T dont 88,75 k€ H.T sur le second semestre 2020 et 168,75 k€ H.T sur le premier semestre 2021. L'annexe 3 donne le calendrier des financements attendus, ainsi que le phasage avec le cofinancement Région.

Par conclure, ce projet ne représente qu'une composante de la dynamique académique que nous comptons générer sur la technopole : la mutualisation de cours avec nos collègues d'Eurecom ou les actions en soutien de la vie étudiante ou de valorisation avec les incubateurs sont aujourd'hui des éléments essentiels au développement d'une activité d'enseignement supérieur d'excellence. Comme l'ont déjà observé vos services et ceux du SRESRI de la Région Sud, nous sommes en conséquence au cœur d'un projet plus global visant à créer une nouvelle dynamique entre les établissements d'Enseignement Supérieur et Recherche de la Technopole. Cette dynamique correspond ici à une tendance historique, puisqu'ici bien avant l'heure, acteurs institutionnels, économiques et académiques ont toujours porté un projet commun, et ont toujours su parler d'une seule voix. Aujourd'hui cette dynamique porte sur la création de nouvelles synergies entre nos établissements, ceci passera d'ailleurs par l'aménagement des moyens de vie étudiante et de la vie de campus qui y sont associés. De tels projets ont leur place, nous n'en doutons pas, et même renforceront vos propres initiatives concernant la dynamique de site de la technopole.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.



François CAUNEAU, PhD, Professeur
Directeur-Délégué
Mines-ParisTech Sophia Antipolis

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 10/12/2020
Numéro : CVB_2020_139
Nature : CC - Contrats et conventions
Objet : 006-240600585-20201109-BC_2020_139-DE. Extension du site des Mines ParisTech Sophia Antipolis - Etude de programmation
Matière : 8.1 - Enseignement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : zNbEUT5

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 10/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201210-CVB_2020_139-CC

Acte reçu

Date : 10/12/2020
Numéro interne : CVB_2020_139
Code nature : 4
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 1
Objet : 006-240600585-20201109-BC_2020_139-DE. Extension du site des Mines ParisTech Sophia Antipolis - Etude de programmation
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DC-006-240600585-20201210-CVB_2020_139-CC-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20201210-CVB_2020_139-CC-1-1_2.PDF

N



Le Directeur Général

à

Monsieur le Président de la CASA
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 Antibes cedex

Paris, le 28 septembre 2021

Objet : convention TANDOM
demande de prorogation du délai de validité de la subvention

Monsieur Le Président,

Dans le cadre du projet d'extension des activités de formation de notre école dans votre technopole, vous avez bien voulu nous attribuer une aide préparatoire aux travaux aujourd'hui prévus dans notre CPER, ce dont je vous remercie.

Cette aide, d'un montant de 257 500€, nous avait été attribuée sous condition d'une aide équivalente de la Région Sud.

Aujourd'hui, même si nous disposons de la notification par Renaud Muselier, de l'entrée de la Région pour un tel financement, nos dernières informations nous indiquent que celui-ci n'arrivera pas avant début 2022.

Dans ces conditions, il nous est impossible d'engager dès cette année les travaux prévus dans le cadre de la convention qui nous lie, et vous demandons donc d'en différer le début.

L'article 8 de la convention prévoyant la possibilité de redéfinir l'échéancier par voie d'avenant, nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir nous accorder une prorogation de 12 mois du délai de validité de la subvention, et par conséquent une date de fin de réalisation du Projet TANDOM au 31/12/2022.

Veuillez trouver ci-joint copie de la Délibération n°21-157 mentionnant la liste des projets prioritaires dans laquelle est mentionné le projet Mines ParisTech.

Dans l'attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes respectueuses salutations.

Le Directeur Général

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 06/12/2021
Numéro : BC_2021_206
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mines ParisTech - Projet TANDOM - Avenant n. 1
Matière : 8.1 - Enseignement

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : eDRQPsI

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 14/12/2021
Identifiant : 006-240600585-20211206-BC_2021_206-DE

Acte reçu

Date : 06/12/2021
Numéro interne : BC_2021_206
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 1
Objet : Mines ParisTech - Projet TANDOM - Avenant n. 1
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20211206-BC_2021_206-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 3
99_SE-006-240600585-20211206-BC_2021_206-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20211206-BC_2021_206-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20211206-BC_2021_206-DE-1-1_4.PDF

N